

Le taux islandais passe à 4,5%

La banque centrale islandaise a baissé son principal taux directeur pour la huitième fois cette année, de 5,5% à 4,5%, a-t-elle annoncé, suggérant par ailleurs que la baisse régulière des taux pourrait arriver à son terme.

«Espérons que l'économie islandaise atteindra un niveau l'an prochain où le débat ne sera pas centré sur une baisse des taux, mais plutôt l'inverse», a commenté le gouverneur de la Sedlabanki, Mar Gudmundsson, lors d'une conférence de presse.

Les autres taux de la banque centrale ont également été baissés: le taux sur les dépôts a été ramené de 4% à 3,5% et le taux au jour-le-jour de 7% à 5,5%, indique la Sedlabanki dans un communiqué. La banque centrale, qui avait déjà baissé ses taux en novembre, a justifié sa décision par la baisse de l'inflation à 2,6% le mois dernier et la bonne tenue de la couronne islandaise.

«L'objectif d'inflation de 2,5% a été rempli», souligne la Sedlabanki, qui cite «l'appréciation de la couronne, des prévisions en baisse pour l'inflation et le creux dans l'activité économique» pour justifier le relâchement de sa politique monétaire.

Depuis l'effondrement du système financier islandais fin 2008 qui l'avait poussée à relever son taux directeur au niveau record de 18%, la banque centrale a baissé progressivement ses taux pour tenter de relancer l'économie islandaise sonnée par la tourmente bancaire. En janvier, son taux directeur était encore de 10%.

ROYAUME-UNI: le moral des industriels s'améliore

Le moral des industriels britanniques s'est amélioré ce mois-ci, ceux-ci anticipant une nette progression de leur production grâce à une demande renforcée tant au Royaume-Uni qu'à l'étranger, d'après l'enquête mensuelle de la confédération patronale CBI. L'indice mesurant les attentes des industriels pour les trois prochains mois a grimpé à +13 points contre +4 le mois précédent, d'après cette enquête réalisée par la CBI auprès de 430 entreprises du secteur manufacturier. L'indice mesurant les carnets de commande globaux s'est également redressé, remontant à -3 points contre -15 le mois dernier, atteignant ainsi son meilleur niveau depuis juin. Enfin, l'indice portant sur les commandes à l'exportation est passé de -7 à +4 points.

GRÈCE: recul de l'inflation

Le taux d'inflation en glissement annuel en Grèce a enregistré en novembre un léger recul à 4,9% sur un an contre 5,2% en octobre, a annoncé mercredi l'Autorité statistique grecque (Esa). Sur un mois, les prix à la consommation ont augmenté de 0,2% en Grèce, selon un communiqué de l'Esa. En moyenne annuelle, les prix ont progressé de 4,5% contre une hausse de 1,2% pour la même période un an auparavant. Sur un mois, le poste ayant enregistré la plus importante augmentation (+0,7%) est celui des «alcools et tabac, en raison de la hausse des prix des cigarettes», suivi par celui du «logement» avec une hausse de 0,5%, souligne le communiqué.

Bond de la production industrielle allemande

La valeur toutes industries confondues a grimpé de 2,9% sur un mois.

La production industrielle en Allemagne a nettement rebondi en octobre, entretenant l'optimisme des observateurs sur la santé de ce secteur clé pour la croissance de la première économie européenne. Sur un mois, la production toutes industries confondues a grimpé de 2,9%, selon des chiffres provisoires publiés par le ministre de l'Économie, rattrapant largement la contre-performance de septembre (-1%) et dépassant les attentes des analystes. Ceux interrogés par Dow Jones Newswires attendaient une hausse de 0,8% seulement.

Ces chiffres «suggèrent que le secteur continue à soutenir la reprise (en Allemagne) et dans la zone euro dans son ensemble», pour Jonathan Loyne de Capital Economics.

Dans le détail, c'est surtout la production de biens d'équipement (+4,6%) qui a tiré l'industrie à la hausse, ainsi que celle de biens in-

termédiaires (+2,9%), tandis que la production de biens de consommation est restée un peu en retrait (+0,8%), selon un communiqué du ministère.

En septembre, la production industrielle allemande avait connu un accident de parcours, où tous ses secteurs (industrie, énergie et construction) avaient été négatifs. Au final, elle a reculé de 1% selon un chiffre définitif, contre une baisse de 0,8% annoncée précédemment.

Forte des bons chiffres sur deux mois, septembre-octobre par rapport à juillet-août, la production industrielle allemande affiche un mieux de 1,1%.

«La tendance à la hausse ralentit comme prévu par rapport à un fort premier semestre, mais elle reste solide», selon le ministère de l'Économie. Un avis partagé par Alexander Koch, d'Unicredit, pour qui en outre «les risques de revers sur le front de la demande

ont baissé ces dernières semaines», les indicateurs en provenance de Chine et des États-Unis augurant bien de l'appétit de ces pays pour les produits made in Germany. Les commandes industrielles, qui avaient fortement baissé en septembre, ont ainsi rebondi en octobre, avec une hausse de 1,6%, selon un chiffre publié mardi. Les carnets d'ordre des entreprises allemandes sont suffisamment remplis pour assurer une confortable croissance de la production dans les mois à venir.

Certains secteurs, l'automobile et les industries électriques notamment, ont déjà largement dépassé leur niveau de production d'avant la crise, fait remarquer Unicredit. Grâce en large partie à ses exportations, l'Allemagne devrait enregistrer cette année une croissance record de 3,6%, du jamais vu depuis la réunification du pays il y a 20 ans, a estimé la Bundesbank la semaine dernière. ■

ALLEMAGNE: recul de l'excédent commercial en octobre

L'Allemagne a affiché en octobre un excédent commercial de 14,2 milliards d'euros, contre 16,8 milliards en septembre. Les analystes attendaient un surplus plus élevé, de 15,5 milliards. Ce recul s'explique principalement par une augmentation des importations, qui sont ressorties à 72,6 milliards d'euros en octobre contre 70 milliards en septembre, tandis que les exportations sont restées quasiment stables. Cette progression des importations intervient alors que de manière générale la consommation des ménages, maillon faible de l'économie allemande, semble prendre de la vitesse. Par rapport à octobre 2009, les exportations allemandes ont augmenté de 19,7%, et les importations de 21%.

FRANCE: déficit commercial comblé artificiellement par les grèves

Le déficit commercial de la France s'est affiché en net recul en octobre, en raisons des mouvements sociaux, à 3,431 milliards d'euros contre 4,378 le mois précédent. Sur les douze derniers mois, le déficit cumulé s'établit désormais à 50,770 milliards d'euros. Le gouvernement table, pour l'ensemble de l'année 2010, sur un déficit commercial de 49,3 milliards. Le recul mensuel résulte pour l'essentiel de la baisse des importations d'hydrocarbures liée aux mouvements sociaux d'octobre, souligne le Ministère du budget dans un communiqué. Bercy note qu'en raison du blocage des terminaux pétroliers, les approvisionnements en hydrocarbures naturels se sont effondrés, allégeant la facture énergétique.

SUITE DE LA PAGE UNE

Les classes moyennes

Sauf à imaginer un recours au volontariat, à une tarification discriminée (ou alors s'accommoder d'une dégradation du service), les sociétés futures devraient potentiellement accepter qu'une partie de la population ne soit pas servie.

Autre exemple: l'analyse des crédits de petite taille. La crise actuelle du micro-crédit en Inde suggère qu'une main d'œuvre pléthorique, mais peut-être insuffisamment qualifiée, ne produit pas d'analyse de crédit fiable. La crise mondiale de 2007-2009 démontre par bien des égards que le recours à l'informatisation ne supplée pas aux insuffisances et défaillances humaines, bien au contraire (comme illustré par l'échec de l'analyse automatisée crédits immobiliers aux États-Unis, les manquements du contrôle interne de la Société Générale dans l'affaire Kerviel en France ou encore le récent flash crash lié au high frequency trading).

Le coût de l'analyse humaine du crédit n'est pas variable. Il y a un seuil minimum de travail à fournir pour chaque analyse. En re-

vanche, la rémunération potentielle du crédit est contrainte. Elle est fonction de la taille du crédit et du taux d'intérêt (qui prend en compte le risque, mais pas nécessairement les coûts de l'analyse). L'analyse de crédit, et bien d'autres opérations bancaires nécessitant une intervention humaine, devront évoluer dans leur rémunération, peut-être par la dissociation de la prise en charge du coût de l'analyse et de la fixation du taux d'intérêt. Là encore, le risque est que certains crédits ne seront plus pris en charge faute de rentabilité pour le donneur d'ordre.

La taille d'un crédit ou d'un investissement donné détermine le rendement qui y est associé. Les coûts fixes de l'étude du projet, additionnés au risque encouru, peuvent créer une trappe à projets. Plus les coûts augmentent, plus cette trappe est importante. Le phénomène touche potentiellement le financement des petites entreprises, l'un des principaux moteurs de création d'emploi. Ainsi, la professionnalisation accélérée de la création d'entreprises requiert un suivi de plus en

plus dense et diversifié des sociétés émergentes que ne peuvent assumer les investisseurs professionnels.

De la même manière, les petits LBO ont été peu à peu désertés par les professionnels: le coût des audits et l'implication des équipes est si coûteuse qu'il est bien plus rentable de travailler sur de plus grands projets. L'inflation des rémunérations des gérants a donc créé de fait une trappe à projets (en LBO aussi). Paradoxalement, les conséquences de l'inflation de la rémunération des banques et des gérants est un exemple des conséquences potentielles d'une augmentation généralisée et indiscriminée des salaires internationaux.

A cette aune, non seulement big is beautiful, mais à terme cela risque de n'être que la seule option viable. L'émergence d'une classe moyenne mondiale sans réévaluation de valeur relative du travail fourni, pourrait donc signifier paradoxalement une réduction de la croissance, voire une stagnation proche de celle qu'expérimentent depuis plusieurs années les pays de l'Union européenne. (CD)

Le crédit n'a plus la cote aux États-Unis

CARTES BANCAIRES.

Les montants payés par carte de crédit ont baissé de 0,2% l'an. Ceux payés par carte à débit immédiat augmentent de 14,8%.

Les paiements par carte de crédit ont stagné aux États-Unis entre 2006 et 2009, tandis que ceux par carte à débit immédiat progressaient nettement, indique une étude publiée par la Fed.

Selon cette étude réalisée par la Fed tous les trois ans, le montant des paiements effectués par les consommateurs dans le pays, hors argent liquide, a progressé de 4,6% par ans sur cette période pour atteindre 108,9 milliards de dollars. Mais les montants payés par carte de crédit ont baissé de 0,2% l'an, tandis que ceux payés par carte à débit immédiat augmentaient de 14,8% l'an.

Sur la période précédente (2003 à 2006), les paiements par carte de crédit avaient progressé (+4,6% par an), même si c'était moins vite que ceux par carte à débit immédiat (+17,5%).

En 2009, les paiements par carte à débit immédiat ont représenté 35% de ceux hors argent liquide,

contre 26% en 2006, et 19% en 2003. La part de la carte de crédit a reculé à 20% en 2009, après s'être maintenue à 23% en 2006 et 2003. La récession a amené les Américains à recourir moins aux emprunts pour acheter. Selon des chiffres de la Fed, l'encours des crédits à la consommation renouvelables (contractés par carte de crédit essentiellement) a chuté de 17% sur les deux dernières années. «Cette baisse de l'utilisation des cartes de crédit pourrait être la conséquence de la récession et ne pas constituer un changement permanent dans le comportement des consommateurs et entreprises», a cependant estimé la Fed dans son étude.

L'étude confirme par ailleurs le déclin du chèque: en six ans, sa part dans les paiements hors liquide est tombée de 46 à 22%. Enfin, elle montre que les Américains ont effectué quelque six milliards de retraits à des distributeurs automatiques en 2009. Le montant total a atteint 629 milliards de dollars, soit une hausse de 2,8% par an, plus rapide que l'inflation sur cette période (2,1% par an). L'étude ne mesure pas cependant les montants retirés aux guichets des banques, autre source d'argent liquide. ■

La force du yen pèse sur l'économie japonaise

Les commandes de biens d'équipement ont de nouveau baissé au Japon en octobre, sur un mois, tandis que l'excédent des comptes courants n'augmentait que légèrement par rapport à l'an passé, selon des statistiques publiées mercredi qui inquiètent pour la fin d'année.

Hors énergie et chantiers navals, les commandes de biens d'équipement du secteur privé au Japon ont reculé de 1,4% en octobre par rapport à septembre, a annoncé le gouvernement. Cet indicateur clé de l'investissement des entreprises avait chuté de 10,3% en septembre.

Les commandes ont été faibles dans le secteur non manufacturier, hors produits volatils, (-8,7%), particulièrement dans les secteurs de la construction et de l'agriculture, activité forestière et pêche. Le secteur manufacturier a toutefois vu les commandes légèrement progresser (+1,4%), avec un redémarrage dans l'industrie automobile et les machineries électriques. Sur un an, les commandes de biens d'équipement, hors domaines volatils, ont crû de 7%.

Les entreprises nippones ont en effet commencé à réinvestir depuis d'un redémarrage des ventes d'au-

tomobiles et d'appareils électroniques, ainsi que de commandes vigoureuses des pays émergents, notamment de la Chine.

Mais les firmes nippones sont poussées depuis plusieurs semaines à une relative prudence, à cause des incertitudes planant sur la reprise dans les pays occidentaux et de la cherté du yen, handicapante pour leurs affaires à l'étranger. La déflation qui sévit depuis un an et demi dans l'archipel constitue un frein supplémentaire.

«La force du yen pèse sur le moral des entreprises, ce qui joue un rôle dans cette faiblesse des dépenses en capital», a expliqué Norio Miyagawa, économiste à Mizuho Securities Research & Consulting, cité par Dow Jones Newswires. La vigueur de la devise japonaise réduit la valeur des profits rapatriés dans l'archipel par les exportateurs japonais. Pour maintenir leurs marges, ceux-ci peuvent augmenter leurs tarifs, mais cela peut nuire à leurs ventes.

En conséquence, les exportations sont moins dynamiques et n'ont progressé que de 8,8% en octobre sur un an, selon le Ministère des finances. Les importations ont crû plus vite, de 11,5%, ce qui a quelque peu réduit le surplus de la balance commerciale du pays. ■

RUSSIE: fuite de capitaux privés

La fuite nette de capitaux privés en Russie s'est établie à 9 milliards de dollars en novembre et à 29 milliards de dollars depuis le début de l'année, dépassant les prévisions établies, a déclaré mercredi le président de la Banque centrale russe (BCR), Sergueï Ignatiev. D'après les dernières données de la BCR, sur neuf mois, de janvier à septembre, la fuite nette de capitaux privés s'est établie à 16 milliards de dollars en Russie, un montant quatre fois moins élevé que sur la même période en 2009 (65,5 milliards). La BCR tablait dès lors pour 2010 sur une fuite nette de capitaux privés à hauteur de 22 milliards.